

ALGER

الجزائر
الجمهوريين

Extrait du Alger républicain

<http://www.alger-republicain.com/Cimenterie-Lafarge-7-ex-agents-de.html>

Cimenterie Lafarge : 7 ex agents de sécurité écroués.

- Lutttes sociales en Algérie -

Date de mise en ligne : dimanche 12 septembre 2010

Description :

par Smail Ghellab

in El Watan du 21.08.10

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

21.08.10

"Consécutivement à l'expulsion des 145 agents de sécurité le 12 août dernier, un mouvement de protestation s'était enclenché aussitôt.

Accusés de menaces et entraves à la liberté de travail et de circulation, 7 ex-agents de sécurité de la société SGSCO, dernièrement expulsés du site de Lafarge par la force publique, ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Hammam Dalaâ, le jeudi 19 août et placés sous mandat de dépôt. Selon l'avocat de la défense, c'est pour avoir protesté en même temps que l'ensemble des 145 ex-agents de sécurité contre Lafarge pour non-paiement des salaires des mois de juillet et août, que la direction de l'usine, voulant contenir le mouvement, a porté plainte contre les 7 agents parmi lesquels se trouve le chef de la section syndicale.

Plainte qui a entraîné leur arrestation mercredi après-midi par les éléments de la gendarmerie et placés en garde à vue jusqu'à leur présentation.

Les membres de leurs familles se sont indignés du procédé guère orthodoxe utilisé pour l'arrestation de ces agents, qui, pour certains, ont été embarqués de chez eux et d'autres en pleine rue. Signalons que consécutivement à l'expulsion des 145 agents de sécurité le 12 août dernier, un mouvement de protestation s'était enclenché aussitôt après, lequel s'articulait autour de 2 revendications principales : le paiement des salaires des jours travaillés durant les mois de juillet et août, et leur intégration dans la nouvelle société de gardiennage, Vigilance, qui assure présentement la sécurité du site industriel. Ce qui a aiguisé la tension, nous dit-on dans l'entourage de ces agents protestataires, c'est la politique discriminatoire de Lafarge qui a payé une partie des agents de sécurité parmi les 145 ex-employés de SGSCO et refusé aux autres.

On croit savoir que les agents payés sont au nombre de 38 éléments et sont originaires de la wilaya de Bordj Bou Arreridj, lesquels ont été de surcroît intégrés dans la société Vigilance. Alors que jusqu'ici aucun travailleur originaire de la wilaya de M'sila n'a été intégré. Les 100 éléments originaires de la wilaya de M'sila, qui devraient intégrer la société, selon un accord tacite de Lafarge avec les autorités de la wilaya, demeure un voeu pieux. A travers cet acte, d'aucuns diront que Lafarge a opté pour une position d'hostilité envers la population de la région de M'sila et cherche à tout prix à éviter d'avoir affaire à des éléments qui peuvent à tout moment réitérer le mouvement de protestation comme celui mené contre leur employeur, le SGSCO. Mouvement qui a valu à Lafarge une perte de 5 millions d'euros."

Smail Ghellab

in El Watan

21.08.10